

QUEL

avenir

APRÈS

Sciences Po Bordeaux ?

Trajectoire :



La Recherche en détails :

Disparition :

Jean-Marie
Peret

Hélène
Quancard-Niel

État des **lieux**



Édito

Par Vincent HOFFMANN-MARTINOT,
directeur de Sciences Po Bordeaux

Dans un monde en mutations

S'il est un sujet qui semble fonctionner comme un mantra dans le monde contemporain, du « local au global » selon la formule consacrée, c'est bien celui « du monde en permanentes mutations ». Les historiens, spécialistes du temps long, savent mieux que quiconque combien ce sentiment de changement a été toujours ressenti au cours des siècles. Chaque temps présent s'imaginant souvent qu'il vit la plus grande transformation jamais advenue depuis l'origine monde.

Pour Sciences Po Bordeaux, l'obligation de prendre en compte la réalité ou la fiction des changements existe incontestablement. Elle s'impose à notre institution à plusieurs titres.

En premier lieu il semble évident que les différentes arènes du monde, les transformations qui les traversent et les permanences qui les structurent doivent nous interpeller et nous mobiliser. C'est l'objet, entre autres, des centres de recherche (LAM - « Les Afriques dans le Monde » ou CED - « Centre Emile Durkheim ») dont la compétence et la qualité des travaux de recherche sont unanimement reconnus par la communauté scientifique nationale et internationale. C'est encore le rôle de certains dispositifs particuliers, je pense ici aux Chaires que nous avons créées avec l'appui indispensable de la fondation Bordeaux Université. C'est aussi la préoccupation de tous nos enseignants dans des matières aussi variées que la culture générale bien évidemment, présente de la première à la cinquième années de notre offre de formation, ou bien encore dans les disciplines juridiques, économiques, sociales, politologiques, historiques, géographiques sans omettre évidemment, parce que désormais il s'agit d'une composante première, les relations internationales et la connaissance des cultures étrangères par un enseignement renforcé des langues à Sciences Po Bordeaux.

Un deuxième argument peut être évoqué pour justifier notre souci à l'égard de la prise en compte du changement : il porte sur la qualité de notre offre de formation et surtout sur son adaptation aux nouveaux métiers apparus avec le présent siècle. Cet impératif s'est accru depuis que nous avons engagé le chantier de notre passage à cinq années d'études par une professionnalisation accentuée pendant le second cycle du diplôme avec l'apparition des masters. Depuis plus de dix ans désormais et de manière constamment réaffirmée nous sommes très attentifs au devenir professionnel de nos jeunes diplômés. Cela s'est traduit par un renforcement de nos liens avec l'association des Anciens élèves de Sciences Po Bordeaux dont le rôle est essentiel, avec la mise en place d'outils de mises en réseau très efficaces et une volonté forte, partagée par

les responsables de parcours de master eux-mêmes : mettre toutes les chances possibles du côté des débouchés professionnels proposés à nos élèves, en sortie d'Institut. La condition sine qua non pour réussir ce challenge est simple : ne rien ignorer des mutations qui innervent, en profondeur, le marché du travail.

Une troisième raison qui explique notre nécessaire sensibilité aux effets du changement concerne notre environnement universitaire et au-delà institutionnel et politique, là encore envisagé dans toutes ses dimensions : du site bordelais aux relations internationales en passant par la région Aquitaine et celle qui s'imposera très vite à nous, et que l'on nommera, faute de mieux, ALPC (Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes). Preuve, parmi tant d'autres de notre intérêt pour la transformation institutionnelle et politique qui se matérialise ici, nous accueillerons un des temps forts de la campagne des élections régionales déjà lancée : un grand débat politique dans le cadre des Rencontres Sciences Po / Sud Ouest, le jeudi 22 octobre prochain. Au strict plan universitaire, les élections pour désigner les instances ordinaires de la Communauté d'universités et d'établissements d'Aquitaine (la CUEA) prévues le 17 novembre prochain et pour lesquelles j'appelle à la mobilisation de toutes celles et de tous ceux (personnels et élèves) amenés à voter, vont consacrer l'existence d'une structure institutionnelle intéressante à maints égards qui jouera un rôle important avec les autres « Communautés » sur le territoire de la future grande région. Au-delà de ces changements institutionnels forts, les grands dossiers de l'enseignement supérieur et de la recherche conservent toute leur intensité : quid de la professionnalisation des jeunes docteurs par exemple ? Comment assurer un développement des moyens offerts aux établissements d'enseignement supérieur ? Comment répondre à des demandes peu formulées il y a 20 ans (la formation tout au long de la vie, les questions du mal-être des étudiants les plus fragiles, la diversité sociale, etc.) ?

Répondre aux exigences nouvelles d'un monde qui bouge, dangereux et incertain certes mais comme il l'a sans doute toujours été dans des formes différentes, telle fut notre mission, dès notre création, il y a 67 ans désormais. En guise de clin d'œil à l'actualité cinématographique estivale, ce n'est en rien une « mission impossible » aujourd'hui. Juste très exigeante. Tout en nécessitant la mobilisation de toutes et de tous. Sur ce dernier point, fort de ce que j'ai pu constater depuis que je dirige l'Institut : je n'ai aucune crainte...

Bonne rentrée !

Vincent HOFFMANN-MARTINOT



SOMMAIRE

4

CHRONIQUE /

Pierre SADRAN :

Contribution à la lecture des prochaines Régionales

5-6

RECHERCHE /

Un état de la Recherche qui n'est pas du temps perdu

7-12

DOSSIER /

Quel avenir après Sciences Po Bordeaux ?

13

HOMMAGE /

DISPARITION : Jean-Marie Peret

14-15

TRAJECTOIRE /

HÉLÈNE QUANCARD-MIEL : Une pionnière de la communication

16

MÉTAMORPHOSE[S] /

L'été indien

Directeur de la publication :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT
Comité de lecture :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT, Didier CHABAULT,
Emmanuel NADAL, Jean PETAUX
Coordination : Jean PETAUX
Rédaction en chef :
Jean-Michel LE CALVEZ, « jmlc »
Édition : Pascal BERNAGAUD, « Com'unique »
Maquette & Mise en page : Thierry PIERS
Photos : Laurent WANGERMEZ (sauf mentions particulières)
Impression : Imprimerie Laplante, Mérignac
N°ISSN : 1635-3102
Date de publication : 18 Septembre 2015



SCIENCES PO BORDEAUX
11, Allée Ausone - Domaine universitaire
33607 PESSAC - CEDEX
Tél. : 05 56 84 42 52 - Fax : 05 56 84 44 00
www.sciencespobordeaux.fr
j.petaux@sciencespobordeaux.fr

« Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université ».

Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945, portant création des Instituts d'Études Politiques.

Pierre SADRAN

Contribution à la lecture des prochaines Régionales

L'issue politique des élections régionales des 6 et 13 décembre prochains reste aujourd'hui marquée par des incertitudes qui ne seront levées qu'au moment du scrutin. Le FN sera-t-il en mesure de l'emporter dans les régions où il est le mieux implanté (Nord-Pas-de-Calais-Picardie et/ou Provence-Alpes-Côte d'Azur), rompant ainsi une digue que n'avait pu faire céder sa percée aux départementales ? L'alliance souée, ici ou là, entre Écologistes et Front de Gauche aura-t-elle pour conséquence d'offrir la victoire à la droite dans des régions (Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées pour n'en citer qu'une) qui, si l'on devait se fier à la projection du scrutin départemental sur les régionales, sont plutôt destinées à rester à gauche ? Alors que de nombreux paramètres vont, jusqu'au dernier moment, peser sur l'état de l'opinion, évitons d'entrer dans le jeu des pronostics que ne manqueront pas de donner bientôt les commentaires sur les sondages.

En revanche, replacer ce scrutin régional dans son contexte, celui d'une République territoriale aux puissants équilibres, finalement inchangés par une réforme qui n'a pourtant rien d'anodin, peut fournir une grille de lecture insistant sur les régularités qui s'inscrivent en contre-point des soubresauts de la conjoncture.

La réforme territoriale a suivi une trajectoire assez déroutante à première vue ; après la forte impulsion, déstabilisatrice, donnée par la

loi réduisant de 22 à 13 le nombre des régions métropolitaines, elle a lentement cheminé vers un retour à l'équilibre, à travers les péripéties de la loi NOTRe (1) en particulier. Mais c'est un équilibre qui se réalise à un autre niveau car trois ferments de changement ont été introduits. Un changement d'échelle de l'action publique esquissant une nouvelle architecture du territoire autour du couple région/intercommunalité destiné à se substituer progressivement à celui formé par la commune et le département. Un changement de référentiel tendant à remplacer discrètement la norme de l'uniformité statutaire par l'extension de la diversification des territoires. Enfin un changement de mentalité, attendu de la mise en place de tous les outils nécessaires à l'apprentissage des vertus de l'action coopérative organisée par des élus jusqu'ici plus enclins à faire prévaloir des logiques de fiefs. Il va de soi que l'appropriation de ces ferments de changement par les acteurs sera longue et sujette à de nombreux attermolements et résistances. Néanmoins, la dynamique enclenchée pousse à la réalisation d'un nouvel équilibre s'accordant mieux aux exigences contemporaines de l'action publique.

Or, dans le même temps, les principales règles du jeu politique régissant les relations de la République et de ses territoires n'ont guère changé. Qu'il s'agisse de l'hétéronomie des gouvernements locaux ou de l'étrainte

interdépendance des arènes politiques (nationale et locales), ces règles maintiennent les positions hégémoniques d'une élite politique professionnalisée qui peine à se renouveler. Rationnellement, il eût été souhaitable de dissocier le calendrier électoral des régions restructurées (7 sur 13) de celles qui n'ont pas changé de format, afin de laisser un peu de temps aux nouvelles entités pour prendre conscience de la dimension du changement imposé. Songeons par exemple que la nouvelle Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes (2) est aussi vaste que l'Autriche et aussi peuplée que le Danemark ; qu'ont en commun le Basque, le riverain de la Sèvre niortaise et le Corrèze d'Ussel, sinon le partage de la citoyenneté française ? Mais cette hypothèse n'a même pas été envisagée, tant elle paraît impensable en France. De même personne ne s'étonne de constater que sur les têtes de listes régionales actuellement connues, figurent pas moins de huit ministres ou anciens ministres, douze parlementaires nationaux dont le président en exercice de l'Assemblée nationale, et cinq députés européens. Les choix qu'ils devront faire pour se conformer à la limitation du cumul n'interviendront, en cas de succès, qu'une fois l'échéance des régionales passée.

Dans ces conditions, nul doute qu'une fois encore mais plus que jamais, la principale matrice de perception des enjeux de cette élection régionale sera bel et bien nationale. D'autant qu'avec le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, la fascination qu'exerce sur l'ensemble de la classe politique et médiatique l'élection présidentielle a désormais transformé toutes les élections locales en scrutins intermédiaires, au sens précis que Jean-Luc Parodi a donné à ce terme. Il en résulte des conséquences prévisibles. D'abord l'inéluctable défaite du parti qui est au pouvoir national, d'autant moins évitable qu'il détient encore 21 des 22 régions métropolitaines. Chacun l'attend et l'anticipe tellement qu'il se dit déjà dans les médias - de façon doublement significative - que si la gauche conserve trois ou quatre régions dont l'Île-de-France, le succès de la droite républicaine sera mitigé. Ensuite le rôle majeur que jouera un facteur trop négligé par les commentaires, l'abstention différentielle. En prenant le risque d'engager la réforme territoriale, la gauche ne s'est certainement pas facilité le travail de mobilisation de son électoral. ■

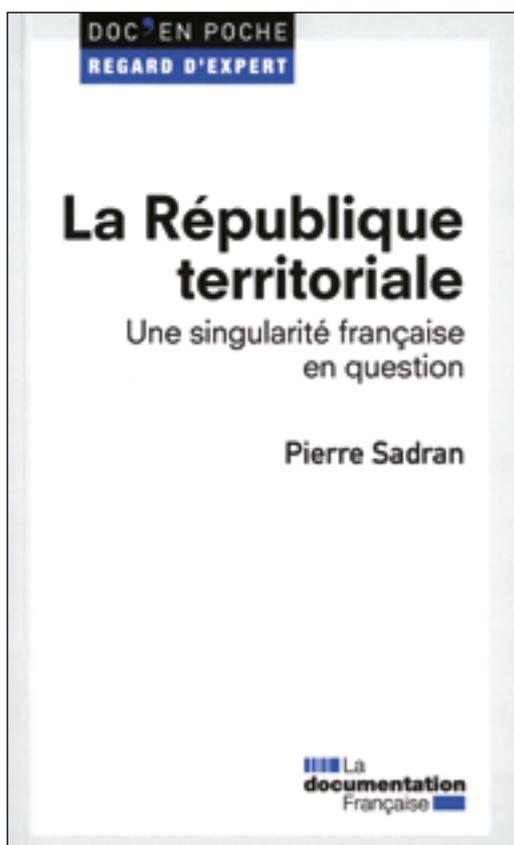
Pierre SADRAN

Professeur émérite de science politique

Directeur honoraire de Sciences Po Bordeaux

(1) : Loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) du 7 août 2015.

(2) : Plus grande région française en superficie (84.060 km²), dépassant la Guyane (83.534 km²). Première région en terres agricoles en France et troisième dans l'Union européenne.



Un état de la Recherche qui n'est pas du temps perdu

Yves Déloye (1), chargé de mission à la Recherche auprès du directeur de Sciences Po Bordeaux répond aux questions d'Extension[S].

EXTENSION[S] : Quelles sont les "forces en présence" en France aujourd'hui en matière de recherche universitaire en science politique ? Autrement dit quels sont les centres de recherche et au-delà les institutions qui comptent et font référence ?

Yves DÉLOYE : La recherche en science politique (ou plus largement en sciences sociales du politique) est désormais présente (ce qui était loin d'être le cas dans le passé) de manière relativement homogène sur le territoire national. Si Paris et sa région concentre encore de grosses unités de recherches (principalement autour de Sciences Po Paris, avec le **CEE**, le **CERI** et le **CEVIPOF**, de l'Université Paris I et de l'EHESS avec le **CESSP**, de l'Université Paris Ouest La Défense Nanterre avec l'**ISP** rattaché aussi à l'ENS Cachan), la cartographie de la recherche publique en science politique est aussi fortement présente en régions. Notamment à Sciences Po Bordeaux bien sûr (avec le **CED (Centre Émile Durkheim)** et le **LAM – Les Afriques dans le Monde**), mais aussi à Sciences Po Grenoble (avec **PACTE**), à Sciences Po Lyon (en lien avec l'École Normale Supérieure dans le laboratoire **TRIANGLE**), à Sciences Po Rennes (avec le **CRAPE**), à Sciences Po Strasbourg (avec **SAGE**), à l'Université de Montpellier (avec le **CEPEL**). Dans le Nord de la France, deux sites universitaires développent d'importantes recherches : l'Université de Picardie Jules-Verne (avec le **CURAPP**) et l'Université Lille 2 avec le **CERAPS**). Signalons aussi les équipes de recherches rattachées à Sciences Po Toulouse (avec le **LASSP**) et à Sciences Po Aix-en-Provence (avec le **CHERPA**). C'est d'ailleurs dans l'institution aixoise que l'Association Française de Science Politique (**AFSP**) a organisé son dernier Congrès en juin dernier.

EXTENSION[S] On constate qu'il existe des questions de recherche ou des objets qui sont plus ou moins dominants, selon les époques, en termes de sujets de thèses par exemple ou de programmes de recherche financés par des organismes comme l'ANR (Agence nationale de la recherche). Qu'en est-il aujourd'hui ?

Yves DÉLOYE : La question est complexe car le propre des recherches tant doctorales que celles financées par l'ANR ou d'autres dispositifs similaires est de contribuer à une certaine fragmentation et à une forte spécialisation du paysage de la recherche. On peut toutefois identifier plusieurs pôles thématiques, énoncés ici sans souci d'exhaustivité. Du côté de la

sociologie électorale, domaine ancien de la recherche en science politique de nombreux programmes de recherche portent sur des approches contextualisées de la mobilisation (et de plus en plus de la non mobilisation) électorale. D'autres équipes, à l'image du réseau TriElec commun à trois « Sciences Po » (Paris, Bordeaux et Grenoble) a mis en place un dispositif d'enquête original liant campagne électorale et alignements électoraux. Dans le domaine de l'action publique, c'est l'articulation entre la définition des programmes publics et l'opinion publique qui est au cœur de réflexions forts précieuses permettant d'ouvrir l'analyse des politiques publiques (tant locales que nationales voire européennes) à leur environnement politique et à la façon dont les acteurs politiques cadrent cet environnement. En Relations internationales, les thématiques du multilatéralisme et de la politique étrangère ont fait l'objet de profonds renouvellements. Notons aussi le développement de nombreuses recherches, tant théoriques qu'empiriques, dans le domaine des métamorphoses des institutions démocratiques (modèle participatif, délibératif...). Autant de manières d'interroger peut-être la fin de la politique représentative évoquée récemment par Simon Tormey dans un ouvrage précieux publié au début de l'année chez Polity.

EXTENSION[S] Sciences Po Bordeaux est un pôle structurant en matière de recherche en science politique, en sociologie comparative et également en relations internationales. Quelles sont, à votre avis, les raisons qui expliquent une telle position dans l'environnement de la recherche en SHS, en France et en Europe ?



Yves DÉLOYE : Trois raisons, largement interdépendantes, me semblent pouvoir expliquer ce rôle prépondérant de Sciences Po Bordeaux dans le paysage des SHS en Aquitaine. La première raison renvoie à l'ancienneté de l'investissement consenti par l'établissement à la recherche en science politique. Ainsi, à la fin des années 60, l'Institut de Bordeaux compte deux laboratoires importants (le **CEAN – Centre d'Etude sur l'Afrique Noire**, créé en 1958 et le **CERVL – Centre d'Etude et de Recherche sur la Vie Locale**, créé en 1969) qui en font en régions un pôle important dans le développement de la discipline. La deuxième raison tient à la capacité des équipes de Sciences Po Bordeaux d'attirer de nombreux chercheurs présents dans les établissements de la région Aquitaine : c'est le cas des sociologues de l'Université de Bordeaux qui ont intégré le **CED** (héritier, entre autres, du **CERVL**) à sa création, ou encore des spécialistes, toutes disciplines confondues, de l'Afrique avec le **LAM** (héritier, lui aussi entre autres, du **CEAN**). Enfin, cette position favorable s'explique aussi par les soutiens de partenaires tant nationaux

LES THÈSES DE SCIENCE POLITIQUE :

COMBIEN SOUTENUES EN FRANCE EN 2014 ?...

Selon le dernier rapport de la section Conseil national des universités (CNU 04 : science politique), relatif à l'année 2014, un peu moins de 150 thèses de science politique ont été soumises au CNU à des fins de qualifications. Toutes les thèses soutenues (notamment par des candidats étrangers qui ne souhaitent pas enseigner en France) n'étant pas soumises à la procédure de qualification du CNU, on peut estimer que le chiffre moyen des thèses soutenues en science politique se situe dans une fourchette annuelle entre 175 et 220.

... ET À BORDEAUX ?

Dans ce lot, l'école doctorale ED SP2 ((Société, politique, Santé publique) (cette ED est commune à Sciences Po Bordeaux et à l'Université de Bordeaux) à laquelle sont rattachés les doctorants de l'Instut représente un flux annuel d'une quinzaine de thèses en science politique (soit environ 10 % du total national).

(CNRS – Centre national de la recherche scientifique ; FNSP – Fondation nationale des sciences politiques) que régionaux (Région Aquitaine) qui accordent à l'établissement un crédit particulier en matière de recherche et d'innovation scientifique.

EXTENSION[S] : Thierry Mandon, nouvellement nommé au ministère délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, a annoncé récemment qu'il envisage de lancer un plan pour l'insertion professionnelle des jeunes doctor.e.s ? Est-ce qu'il y a un avenir professionnel pour des jeunes étudiant.e.s qui veulent s'investir dans une démarche de thèse aujourd'hui en science politique ? Quels conseils leur donneriez-vous pour mettre toutes les chances de leur côté ?

Yves DÉLOYE : L'enjeu de la professionnalisation du doctorat, notamment en SHS, est fondamental. La situation française est de ce point de vue paradoxale : on sait que la France devra augmenter sensiblement sa capacité à « produire » des docteurs dans l'ensemble des disciplines et ce afin de tenir son rang dans la société de la connaissance actuelle. Un récent rapport officiel (2) fixe même des objectifs forts ambitieux d'augmentation de 40 % du nombre de doctorats délivrés par année (soit 20 000 doctorats/an). Dans le même temps, la reconnaissance du titre de docteur peine à se faire en dehors du milieu académique (enseignement supérieur, recherche) notamment du fait que les conventions collectives en France ne distinguent pas le niveau Master du niveau Doctorat. Et ce contrairement à la situation en Allemagne ou au Canada, pour ne prendre que deux exemples, qui permet aux docteur.e.s de valoriser leur compétence dans le secteur privé. Les esprits évoluent en France (notamment à travers la reconnaissance du grade de docteur dans les concours de la haute fonction publique en dehors de l'enseignement) mais trop lentement. Je reste toutefois convaincu, c'est le sens notamment de la pédagogie mis en œuvre dans les parcours recherche de Sciences Po Bordeaux⁽³⁾ que les compétences acquises dans le cadre d'une recherche doctorale sont largement transposables dans de nombreux métiers d'expertise et de décision tant dans le domaine public que privé ou le tiers secteur qui auront besoin de cadres dotés d'une vraie expertise en SHS pour répondre aux défis de nos sociétés complexes. ■

(1) : Yves Déloye est professeur de science politique à Sciences Po Bordeaux. Secrétaire général de l'Association française de science politique (AFSP), il est le directeur du comité de rédaction de la première revue spécialisée en science politique en France, la prestigieuse RFSP (Revue française de science politique) créée en 1951. <http://www.afsp.msh-paris.fr/publi/revue/rfsp.html>.

Yves Déloye est un spécialiste de sociologie historique, auteur de nombreux ouvrages. Il dispense, entre autres enseignements, deux cours en 1^{re} année et est le co-responsable du parcours de master SPSC (Science politique et sociologie comparative) en années 4 et 5 du diplôme de Sciences Po Bordeaux. Ce parcours de master est en partenariat avec la faculté de Sociologie de l'Université de Bordeaux.

(2) : Sophie Béjean, Bertrand Monthubert, "Pour une société apprenante. Propositions pour une stratégie nationale de l'enseignement supérieur", Paris, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, septembre 2015, p. 19.

(3) : Comme le parcours SPSC (voir la note (1)) par exemple.

LES CHERCHEUR.E.S EN SCIENCE POLITIQUE :

COMBIEN DE CHERCHEUR.E.S À BORDEAUX ?...

Pour le site bordelais, le CED et le LAM totalisent près de 80 personnels titulaires (chercheur.e.s CNRS ou FNSP et enseignant.e.s-chercheur.e.s) et près de 150 jeunes doctorant.e.s ou post-doctorant.e.s menant leur recherche en SHS (Sciences humaines et sociales) (principalement en science politique) dans nos deux laboratoires.

... ET EN FRANCE ?

Pour la seule partie enseignant.e.s-chercheur.e.s (PRU : professeur.e d'université et MCF : maître de conférence) relevant de la section 04 du CNU, en ne tenant donc pas compte des effectifs CNRS ou de ceux de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), les chiffres les plus récents sont ceux de 2013. Les données indiquées dans les trois tableaux ci-contre permettent de mesurer l'évolution sur les 25 dernières années.

Tableau 1 : Évolution annuelle des effectifs d'enseignants-chercheurs titulaires de science politique (1986-2013)

Année	Effectifs de la discipline (tous corps confondus : PRU/MCF)	Taux d'évolution
1986	198	/
1987	208	5,05 %
1988	210	0,96 %
1989	213	1,42 %
1990	216	1,4 %
1991	223	3,24 %
1992	230	3,13 %
1993	231	0,43 %
1994	250	8,22 %
1995	254	1,6 %
1996	263	3,54 %
1997	268	1,9 %
1998	276	3 %
1999	280	1,4 %
2000	293	4,6 %
2001	311	6,1 %
2002	311	0 %
2003	319	2,6 %
2004	326	1,6 %
2005	336	3,1 %
2013	360	7,14 % (soit une moyenne d'augmentation de 1 % de 2006 à aujourd'hui)

Sources : pour la période allant de 1986 à 2005 : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, DPE, GESUP 1986-2005 (voir aussi tableau 3 de la Lettre de l'OMASP, 2, mars 2006, p. 6) ; pour l'année 2013 MESR, DPE, DGRH, chiffre des enseignants-chercheurs en activité de la section CNU, 04 mai 2013.

Tableau 2 : Évolution historique des postes d'enseignants-chercheurs titulaires relevant de la section CNU 04 pour la période 2004-2013 par corps PRU versus MCF

	Situation en 2004	Situation en 2013	Taux d'évolution
PRU	131	130	- 0,75 %
MCF	195	230	+ 18 %
Totaux	326	360	+ 10,5 %

Sources : pour l'année 2004 : Déloye, Yves & Mayer, Nonna, « French Political Science at a Turning Point », *French Politics*, 6 (6), 2008, p. 284 ; pour l'année 2013 MESR, DPE, DGRH, chiffre des enseignants-chercheurs en activité de la section CNU, 04 mai 2013.

Tableau 3 : Répartition géographique des postes d'enseignants-chercheurs titulaires relevant de la section CNU 04 pour la période 2004-2013

	Paris et Ile de France		Régions (dont outre-mer)	
	Année 2004	Année 2013	Année 2004	Année 2013
PRU	55	54	76	76
MCF	70	65	125	165
Totaux	125 soit 38 %	119 soit 33 %	201 soit 62 %	241 soit 67 %

Sources : pour l'année 2004 : Déloye, Yves & Mayer, Nonna, « French Political Science at a Turning Point », *French Politics*, 6 (6), 2008, p. 284 ; pour l'année 2013 MESR, DPE, DGRH, chiffre des enseignants-chercheurs en activité de la section CNU, 04 mai 2013.

Tableau 4 : Répartition par type d'établissements (IEP versus UFR) en 2013 (N=360)

	Instituts d'Etudes Politiques	Universités
PRU	42	88
MCF	43	187
Totaux	85 soit 23,5 % de la section 04	275 soit 76,5 % de la section 04

Sources : MESR, DPE, DGRH, chiffre des enseignants-chercheurs en activité de la section CNU, 04 mai 2013.

Tableau 5 : Répartition genrée des corps de PRU et de MCF en activité relevant de la section CNU 04 – mai 2013

	Homme	Femme	Total
PRU	109 (83,85 %)	21 (16,15 %)	130 (36,1 %)
MCF	144 (62,6 %)	86 (37,40 %)	230 (63,9 %)
Totaux	253 (70,3 %)	107 (29,7 %)	360

Sources : MESR, DPE, DGRH, chiffre des enseignants-chercheurs en activité de la section CNU 04 mai 2013. Les chiffres relatifs à l'année 2005 sont empruntés à Déloye, Yves & Mayer, Nonna, « French Political Science at a Turning Point », *French Politics*, 6 (6), 2008, p. 284.

COMMENT VOUS APPELEZ-VOUS ?

EXTENSION[S] : On entend indifféremment les termes "politistes" et "politologues" voire "sociologues de la politique" employés dans les médias par exemple. Sans entrer dans une querelle ou un débat sémantique quelles sont les différences qui existent entre ces syntagmes ?

Yves DÉLOYE : La labellisation de la discipline a toujours suscité quelques jolis débats, ainsi à l'origine (milieu du XX^{ème} siècle), il a été fortement revendiqué le singulier de science politique contre le pluriel (les sciences politiques) utilisé notamment au moment de la création de l'Ecole Libre des Sciences Politiques à la sortie du Second empire. Plus récemment, c'est le vocable de « politistes » qui s'est imposé pour évoquer le métier de ceux qui vivent de et pour la science politique au détriment du vocable de « politologues » préférés par les experts des instituts de sondage ou des médias. Ces derniers ayant souvent une connaissance au final très faible de la discipline telle qu'elle est aujourd'hui enseignée tant en France qu'à l'étranger.

QUEL avenir APRÈS Sciences Po Bordeaux ?

Jadis, il suffisait de sortir de Sciences Po Bordeaux pour trouver un emploi. Celui-ci était le plus souvent à responsabilité et bien rémunéré. Les étudiants de l'Institut s'offraient même le luxe de refuser un poste ou d'en changer, sûrs de la valeur refuge de leur diplôme.

Mais ça, c'était avant... Avant la crise économique internationale et le moral en berne des Français, champions du monde de la déprime. « *Dans un temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître* » pour écrire comme Aznavour...

La conjoncture actuelle affecte-t-elle le devenir des étudiants de l'école ? Ont-ils des difficultés à intégrer le monde de l'emploi ? Vers quels métiers classiques ou émergents s'orientent-ils ? Sont-ils satisfaits de leur formation ?

Pour le savoir, Extension[S] a interrogé plusieurs diplômés, récemment sortis de l'école pour la plupart. Cette sélection – arbitraire par nature – a été croisée avec une enquête récente du pôle Carrières & Partenariats de Sciences Po Bordeaux. Le recoupement de ces deux sources – à défaut d'avoir la valeur d'une étude statistique tel que l'INSEE l'entend – permet néanmoins de tirer un certain nombre d'enseignements sur les débouchés des diplômés de l'Institut.

Comme vous allez pouvoir le constater, ces chiffres et ces témoignages sont plutôt encourageants. Ouverture internationale au marché du travail, 1er cycle qui donne aux diplômés des outils et des méthodes pour s'adapter au marché de l'emploi, 2ème cycle qui ouvre à une diversité de métiers « historiques » ou nouveaux... autant de clés qui ne suffisent plus aujourd'hui pour forcer les portes de l'emploi mais qui y participent grandement !

Et quant aux nostalgiques convulsifs qui feraient la fine bouche, on leur conseillera de voir le monde d'aujourd'hui comme il est, et non pas comme ils le rêvent. On trouvera toujours le contre-exemple à une insertion professionnelle réussie (encore faut-il s'entendre sur le sens des mots d'ailleurs). Un journal titrera avec une certaine délectation

sur l'incapacité de tel ou tel ancien diplômé à s'insérer dans le marché du travail. Tant il est vrai qu'une information originale fonctionne obligatoirement sur un principe de rareté. « *Un chien mord un évêque : ce n'est pas une information. Un évêque mord un chien : c'est une excellente info !* ». Il est forcément plus « *drama* » de s'intéresser à un diplômé de Sciences Po Bordeaux « pôliste » qu'aux milliers de ses collègues pleinement investis dans leur activité professionnelle. C'est pourtant à cette grande masse qu'Extension[S] s'intéresse dans ce Dossier. Sans du tout sous-estimer et ignorer la difficulté de situation de celles et ceux qui galèrent actuellement pour trouver un emploi ou se reconverter après avoir obtenu le diplôme de Sciences Po Bordeaux.

LA TÊTE DE L'EMPLOI

Le pôle Carrières & Partenariats de Sciences Po Bordeaux a effectué une enquête exhaustive en décembre 2013 sur le devenir professionnel des 376 diplômés de 2011. Le taux de réponse de 74% permet de se faire une idée assez fiable et précise de l'orientation de ces ex-étudiants 18 mois après leur sortie de l'Institut. Premier enseignement : Sciences Po Bordeaux rime avec boulot. Le taux d'emploi de la cohorte est de 83,8%, un chiffre élevé dans l'absolu. Celui-ci grimpe à 95,7% si on prend en compte le taux d'activité des anciens étudiants de cette promotion, incluant donc ceux qui préparent un concours, suivent une formation complémentaire, réalisent un stage, etc. Certains parcours offrent même des taux d'employabilité records, comme Gestion des Entreprises et des Organisations (GEO) qui culminent à plus de 95%. La filière Administration et Gestion Publique (AGP) – qui regroupe 7 parcours - dépasse pour sa part les 85%, preuve que l'école offre autant de possibilités d'insertion dans le public que dans le privé. D'ailleurs, les emplois obtenus s'équilibrent entre ces deux catégories (43% privé, 41% public), avec l'émergence d'une « 3^{ème} force » révélatrice de l'ère du temps : 12% de la cohorte travaille dans l'associatif (dont les ONG ou OING).

Les anciens sont plutôt satisfaits

Les chiffres collectés à travers cette enquête semblent indiquer que les diplômés apprécient leur début dans la vie active : 96% sont tout à fait ou plutôt satisfaits du contenu de l'emploi, 86% de sa localisation, 77% des perspectives de carrière et 74% de leur rémunération (de presque 2.000 € nets mensuels en moyenne pour des jeunes gens âgés de 23 à 25 ans environ). Enfin, 81% estiment leur master en adéquation avec le monde de l'emploi, tendance confortée par les propos recueillis sur le terrain. Pas question ici de verser dans le satisfecit béat ni l'angélisme. Il semblerait pourtant que le diplôme de Sciences Po Bordeaux constitue a priori un antidote au mal-être au travail dont souffre un nombre croissant de salariés. Le fait d'avoir choisi son secteur d'activité et parfois même l'entreprise dans laquelle on souhaite évoluer constitue assurément un facteur d'intégration. 39%

des emplois obtenus l'ont été à la suite d'un stage, toujours ou presque en lien avec la formation adoptée. Véritable passeport vers l'emploi, le stage est choisi avec minutie et stratégie par les étudiants dans une perspective d'intégration professionnelle. De même, le réseautage est devenu une science à part entière. Le réseau (personnel et association d'anciens) a permis à 17% des diplômés de 2011 d'obtenir leur emploi, confortant l'importance de l'école (et de ses contacts) pour s'insérer dans la vie active. Ce chiffre devrait progresser encore dans les années à venir. À l'appui de ce constat, plusieurs enseignants de Sciences Po Bordeaux indiquent recevoir directement des appels de « recruteurs » qui les sollicitent pour employer une ou un « jeune ancien », convaincus que la « porte est la bonne » pour embaucher une personne diplômée de Sciences Po Bordeaux, très rapidement mobilisable, adaptable à souhait et capable, vite, d'une grande autonomie.

Un champ des possibles élargi

Le nombre et la diversité des masters offerts par Sciences Po Bordeaux multiplient les chances d'insertion professionnelle. La conséquence : les étudiants de l'école occupent des postes diamétralement opposés. Via l'Institut et selon sa formation, un étudiant peut venir occuper un poste de direction dans la fonction publique, travailler à la Commission européenne sur une directive technique, être journaliste, enseigner ou occuper un poste de cadre chez un géant de l'informatique, pour ne citer que les anciens que nous avons interrogés pour ce dossier. Ce champ des possibles – qui a toujours existé et qui constitue un élément déterminant de l'ADN de Sciences Po Bordeaux – s'élargit aujourd'hui à des critères géographiques, en France, mais surtout à l'étranger. Un diplômé sur quatre en 2011 vit et travaille hors de nos frontières. Cette situation concerne également 1/3 des étudiants que nous avons interviewés. Ce phénomène générationnel n'est pas propre à Sciences Po Bordeaux. En revanche, en effectuant des efforts importants sur l'enseignement des langues vivantes (choix varié et enseignement pratico-pratique), en généralisant le départ des étudiants pendant toute leur 2^{ème} année très majoritairement à l'étranger ou en multipliant les filières binationales intégrées, l'école renforce les chances d'expatriation de ses élèves. Et donc de leur accès « au monde » de l'emploi. CQFD.

S'adapter au monde d'aujourd'hui

Aussi, même si les tensions économiques sont bien réelles et rejaillissent directement sur l'emploi des jeunes (notamment sur les CDI et, à un degré moindre, sur les salaires), les étudiants de Sciences Po Bordeaux savent qu'ils disposent des armes de base pour réussir : la curiosité, l'esprit d'analyse, une bonne culture générale, une formation professionnalisante, un diplôme connu et reconnu, un service des stages et des partenariats efficace et un réseau actif d'anciens élèves. Bref, si le verre d'eau n'est pas plein, sa partie plus qu'à moitié remplie est porteuse d'espoir... ■



Aux rencontres emplois-carrières de Sciences Po Bordeaux.

TENDANCES

MÉTIERS ÉMERGENTS ET NOUVELLES PRATIQUES DE RECHERCHE D'EMPLOI

Sciences Po Bordeaux met en œuvre en cette rentrée 2015-2016 une nouvelle organisation de son second cycle. Celui-ci s'organise autour de 4 « sections » principales, appelées désormais « Majeures » : Majeure Affaires internationales ; Majeure Carrières publiques ; Majeure Politique, Société, Communication ; Majeure Management de projets et organisations. Chacune d'elle abrite les différents parcours offerts, avec deux nouveautés cette année : le master Bordeaux International Relations Degree (BIRD) et le master Politiques urbaines et métropolitaines (PUM). Cette nouvelle maquette s'inscrit dans la politique de l'établissement articulée autour de deux idées complémentaires : doter les étudiants en premier cycle d'une culture générale forte et de méthodes de travail qui ont fait leur preuve, et leur offrir en second cycle un choix de formation professionnalisante en phase avec l'évolution (de plus en plus rapide) du monde du travail, sans abandonner aucunement la culture générale qui demeure, quelque part, l'estampille générique de la marque « Sciences Po Bordeaux ».

Décryptage

Nelly Couderc, responsable Carrières et Partenariats de Sciences Po Bordeaux, décrypte pour nous les métiers émergents vers lesquels les diplômés se dirigent. « On observe tout d'abord et assez logiquement un développement des professions liées au numérique. Dans ce registre, on recense soit des nouveaux postes (tel que « community manager »), soit la mutation de fonctions traditionnelles appliquées au e-commerce ou à l'information. On note également la création de métiers autour de nouvelles tendances sociétales : responsabilité sociale et/ou sociétale des entreprises (RSE) ou économie sociale et solidaire (ESS) par exemple. Des recrutements sont liés aussi aux nouvelles conditions économiques : activité de fundraising au sein d'une ONG et développement de fonctions autour des partenariats publics/privés. Enfin les missions d'évaluation sont en hausse et nécessitent un savoir-faire, notamment dans l'évaluation des politiques publiques ». Nelly Couderc, par ailleurs ancienne étudiante de l'Institut (diplômée 2005) observe que l'utilisation du réseau des diplômés est décuplée grâce aux nouvelles technologies :



Nelly Couderc, responsable du pôle "Carrières et Partenariats"

groupes Facebook et LinkedIn par master ou métiers (ex : groupe APRI sur Facebook, ou encore groupe professionnels des RH sur LinkedIn). Ainsi, une offre publiée sur un site Facebook dédié est vue par une centaine de personnes cibles en l'espace de quelques heures. L'Institut et l'Association des Anciens Elèves (« Sciences Po Bordeaux Alumni » dont Nelly Couderc est, parallèlement, la déléguée générale), par l'intermédiaire du Réseau de Sciences Po Bordeaux, site web collaboratif dédié aux carrières de nos diplômés, coordonne les offres et favorise le réseautage professionnel. Une obligation (ou presque) aujourd'hui pour trouver un emploi demain ! En 2015 « Sciences Po Bordeaux Alumni » compte près de 10.000 anciens élèves : l'équivalent de la population de la ville de Haillan... ■



QUEL AVENIR APRÈS SCIENCES PO BORDEAUX ?

TÉMOIGNAGES DE DIPLÔMÉ.E.S

Voici les témoignages d'anciennes et anciens élèves (assez) récemment sortis de l'école. Ils sont représentatifs de la diversité des orientations choisies en fonction des Majeures de l'école, mais aussi des statuts occupés (CDI, contractuel, indépendants, fonctionnaire, etc.).

VICTORIA LEROY – DIPLÔMÉE 2010 – PARCOURS CARRIÈRES EUROPÉENNES (CE)

Contractuelle à la Commission européenne à Bruxelles



Victoria LEROY

« J'ai ajouté à mon cursus à Sciences Po Bordeaux un master de Droit européen à l'Institut d'Etudes Européennes de Bruxelles. Je suis rentrée à la Commission européenne à la fin de mes études à l'Institut comme stagiaire et j'occupe aujourd'hui un poste de Policy Officer(1) au sein de la Direction générale CONNECT (Réseaux de communication, contenu et technologie). Je travaille plus spécifiquement sur la directive sur les services de média audiovisuels. Sciences Po Bordeaux aide à bien structurer sa pensée et j'utilise presque inconsciemment au quotidien les méthodes apprises. Ma formation en 4e et 5e année a été très utile pour

la compréhension des institutions européennes, avec une mention particulière pour l'enseignement de droit européen. Il m'arrive d'ailleurs encore de regarder les cours pour avoir un aperçu de tel ou tel arrêt. Le fait d'avoir fait Sciences Po Bordeaux, de posséder une expérience "Erasmus" (en Russie) et d'avoir eu un 2e master en Belgique a joué dans mon recrutement. Après avoir été stagiaire puis intérimaire (pendant 2 ans), je suis maintenant contractuelle. Quoi qu'il arrive, j'ai prévu de continuer de travailler et de vivre à Bruxelles ». ■

(1) : Qui peut se traduire par « concepteur politique »

MATTHIEU DE TAILLAC – DIPLÔMÉ 2005 – PARCOURS JOURNALISME (JO)

Pigiste et correspondant de presse permanent à Madrid



Matthieu DE TAILLAC

« J'ai fait partie de la première promotion du parcours Journalisme l'année du passage de la scolarité de 3 à 5 ans. J'ai donc essayé les plâtres sans pour autant regretter ma formation. À l'issue de Sciences Po Bordeaux, j'ai intégré l'école de formation du journal *El País*. J'avais passé mon année Erasmus à Bilbao, ce qui m'a permis d'améliorer sensiblement mon espagnol. À Madrid, après avoir été pigiste pour le web pour un site *pure player* d'infos en langue espagnole, je suis devenu correspondant pour le Figaro et le groupe Radio France (France Info, France Inter et France Culture). Je couvre toutes les informations générales (politique,

économie, culture, sport, faits divers...) sur l'ensemble de l'Espagne et, parfois même, le Portugal. Je n'ai pas de revenus fixes et je dois en conséquence bien gérer mon budget ainsi que mon temps. Je garde de l'école un esprit de synthèse et une méthode que nous tournions parfois en dérision lorsqu'on était étudiant, mais qui s'avère très efficace aujourd'hui dans mon métier. Ces bases sont très utiles. Après, dans le journalisme, même si une formation théorique ou académique est pertinente, le métier s'apprend beaucoup sur le tas. Il faut savoir être malin et s'adapter en permanence... ». ■

AMALIA HARISMENDY – DIPLÔMÉ EN 2013 – PARCOURS CARRIÈRES ADMINISTRATIVES (CA)

Administrateur des Affaires Maritimes

« À la fin de mes études à l'Institut, j'ai jeté mon dévolu sur un seul et unique concours que j'ai tenté et réussi : celui d'Administrateur des affaires maritimes⁽¹⁾. Je viens de terminer deux années de formation au sein de l'École nationale de sécurité et de l'administration de la mer à Nantes et je prends mon premier poste en septembre au sein du Service des Affaires Maritimes et du Littoral à la Délégation Mer et Littoral du Pas-de-Calais. C'est grâce à une présentation de tous les concours de la fonction publique organisée par Sciences Po Bordeaux que j'ai pu découvrir ce métier, dont j'ignorais totalement l'existence. Le travail continu exigé par Sciences Po Bordeaux pendant tout le cursus, tant à l'écrit qu'à l'oral, constitue une base solide pour se frotter à des concours sélectifs. La pluridisciplinarité des cours et l'émulation entre étudiants aident également à s'adapter à tout environnement professionnel. Personnellement, je ne viens pas d'une famille qui a le pied marin ! Enfin, la disponibilité et le soutien de certains

profs au moment du concours sont très appréciables, surtout pour le coaching et les entraînements à certaines épreuves. Les sessions de préparation spécifiques à ce concours m'ont également beaucoup aidé ». ■

(1) : Au nombre de 350 en France, les Administrateurs des Affaires maritimes disposent du statut d'officier de Marine détaché au Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. L'École d'administration des affaires maritimes (EAAM) longtemps implantée à Bordeaux (rue Frère) a été regroupée avec l'École nationale supérieure de l'administration et de la sécurité maritime (ENSASM) à Nantes. Une promotion d'élèves administrateurs maritimes ne rassemble, chaque année, pas plus de 8 lauréats. Il faut être particulièrement motivée pour se présenter à ce seul concours ! Amalia Harismendy, capitaine de l'équipe de basket féminine de Sciences Po Bordeaux, concertiste, avait toutes les qualités requises pour « challenger » un tel projet. Les Administrateurs des Affaires maritimes peuvent être commandants de ports, assurer des missions de protection de zones économiques exclusives, conduire des opérations de sauvegarde de l'environnement, suivre les différentes professions du monde de la pêche, coordonner le sauvetage en mer, etc.



Amalia HARISMENDY

MARIE HARTÉ – DIPLÔMÉE EN 2011 – PARCOURS COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DÉVELOPPEMENT – GESTION DES RISQUES DANS LES PAYS DU SUD (CID – GRPS)

Enseignante en Colombie

« J'ai toujours été attirée par la Colombie et j'avais le souhait de vivre et de travailler dans ce pays. J'ai passé ma 2^{ème} année d'études à l'Université de Rosario à Bogota dans le cadre de ma formation Sciences Po Bordeaux pour ma mobilité académique. À l'issue de mon cursus à Sciences Po Bordeaux, j'ai intégré l'Université Rosario pour obtenir un diplôme colombien équivalent à un niveau Bac+5 en relations internationales. En 2013, j'ai été nommée professeur à mi-temps à l'Université et j'ai intégré son centre de recherche en prévision d'une thèse sur « Les déplacements forcés par la violence »⁽¹⁾. Pour moi, il y a une adéquation totale entre ma formation et ma trajectoire. Je me sers de ce que j'ai appris au quotidien et je garde un excellent souvenir de l'Institut, de son enseignement et de ses profs ». ■



Marie HARTÉ

millions de personnes (soit 13 % de la population) ont été déplacées, principalement par des paramilitaires et les forces de sécurité, dans le cadre du conflit armé sanglant en Colombie. Quelques huit millions d'hectares ont été acquis illégalement, souvent au bénéfice de puissants intérêts économiques.

(1) : Selon Amnesty International, la Colombie est l'un des pays au monde dont le taux de déplacements forcés au monde le plus élevé. Près de six

QUEL AVENIR APRÈS SCIENCES PO BORDEAUX ?

QUENTIN LAURENS – DIPLÔMÉ 2014 – PARCOURS MÉTIERS DU POLITIQUE (MDP)

Collaborateur de Cabinet

« J'ai intégré le cabinet du Président du Conseil départemental de Gironde à l'issue de ma formation à l'Institut. Je suis conseiller du Président, plus particulièrement en charge des thématiques Littoral, environnement et communication. Le fait d'avoir présidé pendant



Quentin LAURENS

18 mois le comité d'organisation du criterium inter-IEP 2013 ⁽¹⁾ organisé par Sciences Po Bordeaux a été déterminant. Cette expérience professionnelle m'a permis d'acquérir des savoir-faire pratiques en termes de rigueur, de mobilisation et de représentation qui ont joué un rôle important dans mon recrutement. Je crois d'ailleurs que les étudiants, dans une perspective d'insertion professionnelle, ne doivent pas se limiter uniquement aux cours, même s'ils sont importants. J'ai énormément appris par exemple du cours « Vie politique locale » dispensée en 4^{ème} année et qui est en lien direct avec mon activité actuelle. Mais « s'engager » dans une activité ou une cause apporte un vécu utile. Il ouvre finalement de nouvelles perspectives. Ainsi, si l'univers

politique dans lequel j'évolue aujourd'hui est stimulant, je ne souhaite pas m'y enfermer » ⁽²⁾. ■

(1) : Plus de 2500 participants, 12 compétitions différentes, 230 000 € de budget et tout à faire : hébergement, restauration, sécurité, arbitrage, infrastructure et logistique, montage financier, relations permanentes avec les forces de sécurité, les services préfectoraux, etc. Le « Crit'2013 » s'est déroulé sans aucun incident, une année après plusieurs décès de jeunes gens par noyade dans la Garonne. Autant dire que l'aventure était à très haut risque.

(2) : Quentin Laurens fait partie de ces diplômés qui ont été recrutés immédiatement dans « la foulée » de leur stage de master, compte tenu de la pleine satisfaction qu'ils ont pu donner à leur futur employeur pendant cette période de stage.

SÉGOLÈNE MONTILLON – DIPLÔMÉE 2010 – PARCOURS GÉOÉCONOMIE APPLIQUÉE (GEA)

Senior consultante dans un cabinet de conseil

« Après Sciences Po Bordeaux, j'ai poursuivi mon cursus avec un Mastère « Management des risques internationaux » à HEC. J'ai été recrutée ensuite sur diplôme par un grand cabinet de conseil en transformation d'entreprise. Cette pratique est plutôt la règle dans le consulting car cela permet à ces structures de former des collaborateurs fraîchement diplômés à leur méthode de travail. J'occupe à Paris un poste de cadre, plus particulièrement spécialisé dans « l'expérience client » ⁽¹⁾ et la stratégie digitale. Ce type de poste constitue un accélérateur de carrière car il vous permet d'appréhender de nombreux projets diversifiés en peu de temps. Si HEC a été déterminant dans mon recrutement, Sciences Po Bordeaux m'a permis d'acquérir le socle des compétences transversales qui per-

mettent de passer d'une problématique à une autre et d'un secteur d'activité à un autre. Cet esprit critique et méthodique permet je crois de réussir dans une grande variété de métiers, mais aussi d'en changer. Quoi qu'il arrive, je resterai a priori pour ma part dans l'univers du secteur privé ». ■

(1) : Terme marketing relatif aux innovations en matière de relations clients-entreprises

(2) : Ségolène Montillon, tout comme Victoria Leroy, a été membre très active du bureau de la Junior Entreprise de Sciences Po Bordeaux, « Ausone Conseil », qui s'est classée dans le top 30 des JE françaises en 2015. On ne rappellera jamais assez l'intérêt et l'importance d'un investissement dans une structure comme celle-là mais, au-delà de la seule JE, dans toute association existant à Sciences Po Bordeaux. En 2014-2015 on comptait 31 associations reconnues dans l'établissement.



Ségolène MONTILLON

COLINE SALARIS – DIPLÔMÉE 2010 - PARCOURS ACTION PUBLIQUE ET GOUVERNANCE TERRITORIALE (APGT). OUVERT JUSQU'EN 2012, IL A DONNÉ NAISSANCE AUX PARCOURS SPSC (SCIENCE POLITIQUE ET SOCIOLOGIE COMPARATIVE) ET MDP (MÉTIERS DU POLITIQUE)

Doctorante à Sciences Po Bordeaux et Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER)



Coline SALARIS

« À la suite de mes études à Sciences Po Bordeaux, j'ai travaillé durant un an comme chargée de mission au sein d'un cabinet dans une commune de la Gironde mais j'ai rapidement souhaité me réorienter vers le doctorat en science politique. Cette expérience m'a néanmoins permis de constater que des exercices qui pouvaient parfois me sembler rébarbatifs pendant mes études prenaient tout leur sens dans la vie professionnelle. Actuellement, je termine ma thèse de science politique à Sciences Po Bordeaux, au Centre Emile Durkheim, sous la direction d'Antoine Roger dans le cadre de l'École doctorale SP2 commune à Sciences Po Bordeaux et à l'Université de Bordeaux. Mon travail porte sur les mobilisations de victimes dans la construction de problèmes de santé publique. J'ai également pu démarrer une activité d'enseignement

durant ces quatre années de recherche, que je prolongerai dans les prochains mois et après la soutenance de ma thèse. Sciences Po Bordeaux m'a permis d'acquérir une méthodologie de travail extrêmement précieuse qui offre une grande liberté et une grande adaptabilité dans le monde du travail. Les entraînements oraux, les exercices de problématisation et d'argumentation auxquels les étudiants de l'institut sont confrontés offrent de réels atouts dans le monde du travail » ⁽¹⁾. ■

(1) : Coline Salaris intègre, en qualité d'ATER, le corps enseignant de Sciences Po Bordeaux à la rentrée 2015. Elle va assurer une activité de chargée de conférences de méthode en science politique, passant ainsi « de l'autre côté de la barrière » et se retrouvant en situation d'enseignement dans un cadre qu'elle a parfaitement connu, en tant qu'étudiante. Désormais c'est elle qui dispensera son savoir aux élèves de Première année. Elle y était, elle-même, il y a... dix ans.

DISPARITION

Professeur agrégé de philosophie, maître de conférences de culture générale à Sciences Po Bordeaux, ancien directeur des Études puis de la Formation continue, **Jean-Marie Peret** est décédé le 16 août 2015. On lira ici l'hommage que lui a rendu sa collègue et amie Séverine Pacteau qui l'a côtoyé pendant plus de trente ans à l'Institut. Séverine Pacteau, maître de conférences d'Histoire jusqu'en 2008 est actuellement secrétaire perpétuelle de l'Académie nationale des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux.

Jean-Marie n'aimait ni les conventions, ni les éloges, ni les hommages et le fait que nous soyons plusieurs à prendre la parole, alors qu'il nous a quittés, l'aurait au minimum fait sourire ou plutôt aurait déclenché une critique et des remarques acérées sur la vanité et l'hypocrisie du monde.

Pourtant, merci Emmanuelle de m'avoir confié cette lourde tâche. Comment en tant que collègue et amie, ne pas porter témoignage des trente-quatre ans passés à l'IEP entre 1971 et 2005 ?

Brillant professeur de philosophie au lycée Montaigne à Bordeaux, il a été recruté, ce qui ne manquait pas d'audace, par Albert Mabieau⁽¹⁾ et après les tâtonnements des débuts, il n'a pas tardé à devenir une figure centrale de l'institution. Jean-Marie était l'IEP, il était la Culture Générale à l'IEP, cette discipline mal définie, à l'exploration toujours renouvelée et constamment menacée. Il en a été un des ardents défenseurs. Lors de ses conférences de méthode, Jean-Marie a enchanté – et terrorisé – des générations d'étudiants. Il les a fascinés par la fulgurance de ses propos, la diversité de ses intuitions, la rigueur de ses démonstrations (qui philosophie oblige empruntaient parfois les sinueuses techniques des sophistes), l'esthétique et l'équilibre de ses célèbres plans.

Sa grande culture était très éclectique ; à son arrivée à l'IEP il était, et il est resté, un grand admirateur de Nietzsche, puis il s'est approprié avec avidité les grands classiques de la science politique et de l'histoire contemporaine. Il décryptait aussi avec brio l'actualité, activité qu'il pratiquait il y a encore peu. Il excellait à transmettre aux étudiants son art de raisonner, d'aller aux extrêmes parfois. Il savait notamment dans les préparations aux concours, où il nous est arrivé d'enseigner en commun, faire prendre conscience aux candidats de leurs possibilités et leur révélait comment les mettre en valeur.

Il a dirigé les Études, ce qui l'a impliqué dans les orientations de la maison et le quotidien des services. Très associé aux décisions, influent auprès des directeurs successifs, il en a un temps tiré satisfaction, puis s'en est lassé parce que les évolutions nécessaires à la naissance d'un nouvel Institut le déconcertaient.

Il a contribué à la promotion de la Formation continue à l'IEP ; il goûtait ces auditoires particuliers, ces personnes en quête de promotion et de reconversion, auxquelles il faisait obtenir des résultats spectaculaires. Il en était de même pour le cycle de préparation à l'ENSP⁽²⁾ aux dispositions âprement négociées chaque année avec cette école. Quel symbole, cela me frappe, que cette cérémonie se déroule dans la chapelle du plus ancien hôpital de Bordeaux, juste retour des choses pour celui qui avec talent avait noué tant de liens de travail et d'amitié avec les directeurs d'hôpitaux.

Jean-Marie avait, qui ne le sait ici, un caractère difficile, entier ; il était exigeant avec ses collaborateurs, impérieux avec ses collègues et ses proches ; il pouvait être blessant et injuste autant que chaleureux et captivant. Il aimait bousculer les idées, bousculer les valeurs et en a longtemps joué, mais au fond de lui-même, il était attaché aux fondements de la culture et de la vie en société. Force lui a été d'admettre qu'il n'était pas maître de la vie qui l'habitait et dans les dernières années douloureuses qu'il a connues, il s'est montré lucide et stoïque, opérant en cela un retour à la philosophie qui l'avait formé. L'épreuve l'avait certes amoindri physiquement, mais elle ne l'a pas, jusqu'à l'ultime lâcher-prise, entamé intellectuellement. C'est ce souvenir que nous voulons garder tant il est vrai comme le rappelle le livre de l'Ecclésiaste (IX-11) que « *le prix de la course n'est ni pour les plus agiles, les plus vaillants, les plus sages, les plus intelligents ou les plus habiles ; ils sont tous à la merci du temps et des circonstances... les hommes comme les poissons pris dans le filet et les oiseaux pris au piège sont enlacés au jour de l'adversité qui fond sur eux à l'improviste* ».

Séverine PACTEAU

Hôpital Saint-André, Bordeaux,
24 août 2015

(1) : Albert Mabieau a été directeur de Sciences Po Bordeaux de 1967 à 1976.

(2) : École Nationale de Santé Publique de Rennes (devenue EHESP).



Jean-Marie Peret, photographié en avril 2005, sur la Grande muraille, à l'occasion d'une mission en Chine.

Parmi tous les messages qui ont été postés sur la page Facebook officielle de Sciences Po Bordeaux, en commentaires de l'annonce du décès de J.M. Peret, nous n'en citerons qu'un seul en guise d'ultime clin d'œil à Jean-Marie, tout simplement parce qu'il n'en aurait sans doute ni renié le style ni la concision : « *À celui qui murmurait (parfois fort) à l'oreille des bourrins pour les transformer en chevaux de galop* ». L'auteur se reconnaîtra.

A portrait of Hélène Quancard-Miel, a woman with shoulder-length wavy brown hair, smiling warmly. She is wearing a dark blue sleeveless top with a decorative horizontal band of small, light-colored beads or sequins across the chest. The background is a blurred outdoor setting with green foliage and a wooden fence.

De Paris à Bordeaux, Hélène Quancard-Miel a occupé plusieurs postes à responsabilité dans le domaine de la communication, un secteur d'activité où tout était à faire dans les années 90. Aujourd'hui responsable du service « Pilotage de la relation client » à la Caisse des Dépôts (établissement de Bordeaux), elle revient sur 25 ans d'une vie professionnelle riche marquée du sceau de l'intérêt général.

Le groupe Caisse des Dépôts en bref

Les spécialistes de communication connaissent le poids d'une marque et l'importance de son vocable. Aussi, si vous voulez faire plaisir à Hélène Quancard-Miel, oubliez à jamais le terme « Consignations » que l'on ajoutait jadis à « Caisse des Dépôts » pour évoquer l'établissement public créé en 1816 et destiné à restaurer la confiance suite à la crise financière de l'époque. Depuis, ses missions n'ont cessé de croître pour répondre aux urgences du pays dans une logique de développement économique au service de l'intérêt général. Les règles de gouvernance de la Caisse des Dépôts ont été fixées par la loi lors de sa création en 1816 et placé sous la garantie et la protection du Parlement afin de la prémunir d'un acte arbitraire éventuel de l'exécutif. Concrètement, le Groupe Caisse des Dépôts est composé d'un établissement public aux activités multiples (services bancaires, fonds d'épargne, retraite et solidarité, développement territorial...) et de filiales aux activités de marché. Selon son rapport d'activité 2014, son « résultat récurrent » a été de 1 466 M€ et les prêts mobilisés s'élèvent à 20,5 milliards d'euros. Il emploie 127.000 personnes en France à travers 25 directions régionales. L'établissement de Bordeaux, quant à lui, rassemble plus de 1.200 personnes.

HÉLÈNE QUANCARD-MIEL

(PROMOTION 1988)

Une pionnière de la communication

Bordeaux-Paris-Bordeaux. La carrière d'Hélène Quancard-Miel épouse celle de nombreux Aquitains qui ont vécu une première expérience professionnelle dans la capitale avant de revenir sur les terres de leurs premières amours. Une trajectoire vécue avec un parfum de légèreté, fragrance d'une époque révolue que cette Corrèzienne d'origine évoque avec le sourire. « *Après mon bac L, je n'avais pas vraiment d'idée sur mon avenir. Je songeais au journalisme et une inscription en droit constituait un bon compromis* ». Née à Tulle, notre étudiante fait le choix de rester dans le Périgord où elle a passé l'essentiel de sa jeunesse. « *Des profs de Bordeaux venaient dispenser des cours à Périgueux. L'enseignement était de qualité et les conditions d'apprentissage excellentes. En 2^{ème} année, nous n'étions qu'une quarantaine. On se connaissait tous* ». En revanche, le passage en 3^{ème} année impliquait d'intégrer la faculté de Droit de Bordeaux et de quitter le cocon périgourdin. « *J'en ai profité pour passer et réussir le concours d'entrée en 2^{ème} année à Sciences Po Bordeaux puisqu'il était courant à l'époque de suivre ce double cursus* » ⁽¹⁾.

Grandir et prendre confiance

Hélène Quancard-Miel exprime de l'affection pour sa scolarité à l'Institut. « *Ce sont des études qui vous font grandir. À l'Institut, je sortais des apprentissages scolaires classiques grâce à un corpus de cours et de méthodes qui déverrouillait ma façon d'apprendre et de regarder le monde* ». Avec le grand oral comme point d'orgue d'un enseignement « *qui fortifie la culture générale, ouvre beaucoup d'horizons et aide à prendre confiance en soi* ». Suffisamment en tout cas pour tenir tête à son père, moteur dans les études de sa fille unique. Lui rêve pour elle d'une réussite aux grands concours administratifs et l'encourage même à rentrer au Groupe Caisse des Dépôts. Elle opte pour la communication, une activité sujette à caution à l'époque. « *L'été, je travaillais pour un office de tourisme. J'avais donc une expérience dans ce domaine et on m'a proposé la direction de la Maison du Périgord à Paris qui venait d'ouvrir. J'ai sauté sur l'occasion* ». La jeune femme s'installe dans le quartier de l'Opéra et fait ses premiers pas dans la vie active. « *J'avais en charge la promotion de la saison touristique périgourdine ainsi que l'accueil des élus du département de passage à Paris. J'avais une grande autonomie au sein d'une équipe jeune de 23 ans de moyenne d'âge* ».

Elle fraternise à l'arche

Cette première expérience sera suivie deux ans plus tard d'un nouveau poste, encore plus séduisant et formateur : chargée des relations extérieures de la Fondation Arche de la Fraternité Paris-La-Défense ⁽²⁾. « *Je traitais tous les aspects de cet espace culturel, vitrine emblématique des Droits de l'homme : mécénat, promotion, relations presse, événements...* ». Pendant 3 ans, Hélène Quancard-Miel multiplie les rencontres avec « *le tout Paris médiatique* » au sein d'un lieu visité par les grands de ce monde, dont Nelson Mandela et la Reine d'Angleterre. Rien que ça. « *Ces trois années ont été très enrichissantes sur le plan professionnel et grisantes sur le plan personnel* ». L'ancienne étudiante de l'Institut décide pourtant de quitter un poste rêvé. Elle a fait la rencontre de l'homme de sa vie, son actuel mari, père de ses deux filles, âgées aujourd'hui de 16 et 20 ans. « *Il travaillait déjà dans le vin quand je l'ai rencontré et comme les vignes ne sont pas délocalisables, j'ai décidé de le rejoindre* ». On ne badine pas avec l'amour...

Alors qu'Hélène Miel devient Quancard, elle est recrutée dans le cadre d'une création de poste qui en dit long sur l'eldorado que représente

la communication au début des années 90 en devenant la première « *Dircom* » du CHU de Bordeaux ⁽³⁾. « *Tout était à créer : l'identité visuelle, la stratégie et la dynamique de communication interne et externe, les outils d'informations au sein d'un ensemble où se côtoient 150 métiers différents* » explique-t-elle avec enthousiasme. Des propos où filtre sa dilection pour la chose publique. « *Ce fut une grande aventure, humainement très riche et porteuse de grands projets. L'hôpital constitue pour moi l'un des plus beaux services publics. Il est le reflet de notre civilisation* ».

Caisse des Dépôts : un poste prémonitoire

En 2006, nantie d'un très beau CV, Hélène Quancard-Miel adresse une lettre de candidature au Groupe Caisse des Dépôts, non sans penser à la suggestion lointaine de son père de nombreuses années auparavant. « *L'établissement de Bordeaux ⁽⁴⁾ cherchait son responsable de communication mais ne le trouvait pas en interne. Je suis arrivée au bon moment* ». Une fonction qu'elle gère jusqu'en 2012 avant de prendre en charge la responsabilité du service « *Pilotage de la relation client* » au sein de la « *Direction des retraites et de la solidarité* » du Groupe Caisse des Dépôts. « *C'est une très belle maison qui fête son bicentenaire en 2016. Elle est à la fois originale et unique, tant par sa gouvernance sous la protection du Parlement que par la diversité des missions qui lui sont confiées. Sa devise « La foi publique » illustre sa haute vocation en faveur de l'intérêt général* ». Installée durablement sur Bordeaux, l'ancienne étudiante en Droit public et de Sciences Po Bordeaux se verrait bien œuvrer pour la collectivité (association, mandat municipal...) lorsque le temps le lui permettrait. « *Me sentir utile pour les autres est important* » précise celle qui parraine déjà des jeunes dans le cadre du dispositif « *Nos quartiers ont du talent* ». « *Je suis sensible à la pression des jeunes aujourd'hui face aux difficultés d'accès au marché du travail et je crois que nous avons un devoir de réciprocité vis-à-vis d'eux* » explique Hélène Quancard-Miel, consciente d'avoir vécu l'âge d'or de la communication. Son mérite aura été d'y dénicher quelques-unes de ses pépites... ■

(1) : De sa création en 1948 à 2005, Sciences Po Bordeaux disposait d'une offre de formation en 3 années d'études pour l'obtention de son diplôme. À l'époque existait deux niveaux d'accès à l'Institut : en 1^{ère} année (alors appelée « *Année préparatoire* ») et en 2^{ème} année (« *Entrée directe* »).

(2) : Connue sous le nom d'usage de l'Arche de la Défense ou Grande Arche, ce monument situé dans le quartier d'affaires de La Défense a été inaugurée en 1989, au moment du bicentenaire de la Révolution. Il constitue l'un des grands travaux de François Mitterrand réalisés au cours de son premier mandat. Le toit de la Grande Arche hébergeait jusqu'à sa fermeture au public, différents espaces à vocation économique et culturel, dont un centre de congrès et d'expositions.

(3) : Le CHU de Bordeaux était déjà à l'époque le premier employeur régional. À ce jour, il regroupe 12.500 personnes équivalents temps plein rémunérées, personnel médical et non-médical confondu (source : bilan social CHU 2013).

(4) : L'établissement de Bordeaux du Groupe Caisse des Dépôts n'est pas à confondre avec la délégation régionale de la Caisse des Dépôts. C'est une structure déconcentrée des services centraux du Groupe qui gère, pour toute la France, entre autres grands comptes, l'ensemble de régimes de retraite des agents des collectivités locales (CNRA). Il est installé avenue de la Jallère à Bordeaux-Lac tout près, désormais, du nouveau grand stade de Bordeaux, "MATMUT Atlantique".

L'été indien

La progression des travaux d'extension de Sciences Po Bordeaux se poursuit après un été actif. Celui-ci est marqué en cette rentrée 2015-2016 par la réhabilitation des amphis Siegfried et Montesquieu et la poursuite de la restructuration de la partie centrale de l'Institut.

Ceux qui ont piloté un chantier comme celui de l'extension de Sciences Po Bordeaux savent combien il faut être prudent. Un grain de sable suffit parfois pour entraver une grosse machine et mettre à mal l'avancée des travaux. Emmanuel Nadal et Paul Rouger, qui ont en charge le suivi du projet pour Sciences Po Bordeaux, le savent mieux que quiconque. Aussi, c'est avec une précaution oratoire justifiée qu'ils reconnaissent que « le chantier a avancé conformément au planning cet été, avec notamment la livraison des amphis Siegfried et Montesquieu ». Les étudiants ont en effet découvert en cette rentrée 2015-2016 deux espaces entièrement réhabilités, avec des capacités d'accueil respectives de 250 et 400 places. Mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, réfection des murs, électricité, nouveau mobilier... tout a été refait du sol au plafond. L'équipement audiovisuel a également évolué, l'ensemble des amphithéâtres devant à terme bénéficier de dispositifs de captation et d'une interconnexion permettant ainsi de gérer des

situations d'enseignement ou des événements multi-sites. Même si cette opération a été dans l'ensemble maîtrisée, il a fallu gérer ici l'imprévisible. « Au départ, il n'était question que de travaux de mise en sécurité. Or, au fil des démolitions prévues pour la mise en sécurité, il est apparu qu'il faudrait procéder à une restructuration plus lourde que prévu et c'est in fine une remise à neuf qui a été réalisée. »...

Une 2^{ème} phase à gérer

Comme nous l'avons expliqué dans nos numéros précédents, le chantier se déroule en site occupé, ce qui contraint à finaliser certaines parties et d'en attaquer de nouvelles en même temps. Ainsi, alors que des équipes s'attachaient à finir les amphis, d'autres poursuivaient la démolition de la partie centrale de l'Institut, restructurée et surélevée. Là aussi, mais c'est le propre de toutes les opérations de réhabilitation, des travaux complémentaires ont été rendus nécessaires, la « mise à blanc »

des locaux historiques ayant engendré son lot de « surprises », avec lesquelles il a fallu composer. Malgré ces aléas, qui ont nécessité un recalage du planning, le chantier progresse comme le montre les photos ci-dessous. Cette perspective donne une idée de l'espace qui laissera place au futur atrium (voir image de synthèse). « Les travaux à mener pour parvenir au clos-couvert sont lourds et les zones de contact avec les travaux nombreuses. Nous sommes donc particulièrement vigilants, tout particulièrement sur les aspects de sécurité, mais les nuisances, notamment sonores, sont difficilement évitables » indiquent Emmanuel Nadal et Paul Rouger. « Si on arrive à tenir ici le planning recalé, on peut tabler sur une livraison pour mai 2016 de cette 2^{ème} phase. À ce moment-là, l'établissement sera réhabilité et restructuré à près de 90% ». Pour tenir ce calendrier, les responsables de cette extension rêvent d'une poursuite de chantier au beau fixe, sans aléas et sans intempéries. Un été indien en quelque sorte... ■



L'amphi Montesquieu



Emmanuel Nadal et Paul Rouger



L'amphi Siegfried



Perspective actuelle du chantier



Le futur atrium (image de synthèse)